

## OPINION

# Les tests à l'entrée des études favoriseraient un régime inégalitaire

■ L'existence d'inégalités entre écoles empêche une grande partie des jeunes de rêver des campus. Et les examens d'entrée les condamneraient encore davantage.

**François-Xavier Lievens**

Assistant à la Faculté de droit et de criminologie de l'UCLouvain

**L**e ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt, a récemment chargé trois universités d'analyser les différents tests, contraignants ou non, présents à l'entame des études supérieures. Il s'agit surtout de voir si les résultats obtenus à ces tests prédisent la réussite en fin de première année.

L'anguille est sous la roche: si ces dispositifs sont prédictifs, le ministre proposera de les étendre à de nombreux cursus afin de réduire le nombre d'étudiants universitaires. Au départ de ce projet, un constat reconnu: la Communauté française est sous-financée par comparaison avec son homologue flamande; l'impact se fait sentir dans l'enseignement supérieur où les établissements ont perdu quelque 20% de leurs subventions par étudiant en vingt ans. Mais peut-on réduire les filtres à l'entrée au technique équilibre entre financement et nombre d'étudiants?

Dans une démocratie libérale comme la Belgique, sous les examens d'entrée se cache une série d'enjeux cruciaux. Pour les exposer, mettons en lumière quelques corrélations relatives à l'éducation. La première est ancienne: il existe une corrélation entre le capital économique (le patrimoine) et le capital culturel (l'éducation). Ce

dernier favorise le premier puisque les universitaires accèdent le plus souvent à des fonctions mieux rémunérées que la moyenne, ce qui leur permet de rester ou d'accéder à des catégories sociales aisées. Le capital économique favorise en retour le capital culturel, mais l'explication de cette causalité nécessite un détour par notre système scolaire. Selon les enquêtes Pisa, la Belgique est un des pays de l'OCDE où les inégalités de performance entre écoles sont les plus grandes. À cette réalité s'adjoint une corrélation: la disparité des résultats Pisa entre établissements rejoint celle des indices socio-économiques. Cet indice signale le patrimoine moyen des élèves de l'école concernée. Ainsi, les institutions aux résultats Pisa élevés accueillent les jeunes plus nantis, tandis que les établissements avec les résultats plus faibles sont fréquentés par les élèves plus précarisés. À ce stade, il existe donc des corrélations entre trois facteurs: parents diplômés d'études supérieures ou universitaires; patrimoine familial; qualité de la formation scolaire des enfants. Ces corrélations ne sont évidemment pas absolues, il existe de nombreuses personnes qui échappent à ces déterminants structurels, mais cela demeure l'exception plutôt que la règle.

Cette réalité induit des conséquences sur le public des universités. L'accès et la réussite en faculté requièrent un parcours scolaire qui y prépare, or l'enseignement secondaire de la Communauté française ne garantit pas l'égalité face aux études supérieures. L'existence d'inégalités – voire de fossés – entre écoles empêche une grande partie des jeunes de rêver des campus. Et les examens d'entrée condamnent définitivement ces personnes en appréciant davantage leurs parcours scolaires plutôt que leurs profils et motivations. Les corrélations susmentionnées se retrouvent chez les étudiants universitaires: quelque 60% d'entre eux ont des parents diplômés d'université ou de haute école; et ce taux monte à 80% dans les facultés polytechniques où le test d'entrée renforce l'écroulement social.

Le projet d'extension des filtres à davantage de facultés pour résoudre le sous-financement n'est pas une question technique. Cela renforcera les inégalités culturelles et économiques. Après deux siècles de libéralisme prônant la mobilité sociale des individus, voulons-nous renforcer un régime aristocratique de reproduction des élites?

→ Titre et chapô sont de la rédaction.